

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 1062SDF

relative aux pèlerinages sur les tombes par la voie aérienne.

Du 28 décembre 1949

CIRCULAIRE N° 1062SDF relative aux pèlerinages sur les tombes par la voie aérienne.

Du 28 décembre 1949

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 364-0.3.2.4.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après accord de Monsieur le Ministre des Finances, il a été décidé d'autoriser toutes les familles qui se rendent sur la tombe de leur disparu à utiliser l'avion comme moyen de transport, chaque fois que le pèlerinage comporte une traversée maritime.

Les ayants-droits peuvent user de l'avantage qui leur est offert, dans les conditions suivantes :

- Ils conservent le bénéficiaire du permis de circulation gratuite par chemin de fer pour couvrir la distance séparant d'une part, leur domicile, d'autre part, le lieu d'inhumation de leurs parents, des aérodromes respectifs d'arrivée et de départ.
- En ce qui concerne le voyage aérien proprement dit, ils doivent acquitter intégralement le prix du passage aller et retour, qui leur sera ensuite remboursé sur la base d'un montant équivalent au coût d'un voyage effectué sur le même itinéraire dans les conditions normales, à savoir, par bateau (3ème classe — tarif minimum appliqué par les Compagnies de Navigation) et, le cas échéant, par chemin de fer (2ème classe).
- Ce remboursement sera fait sur production d'une attestation de la Compagnie aérienne, spécifiant l'itinéraire, le prix du passage aller et retour, les dates d'arrivée et de départ, attestation qui devra être certifiée par la Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, territorialement compétente, quant au service fait, avant d'être adressée par ses soins à l'Administration Centrale-Service des Sépultures Militaires, accompagnée d'une demande de remboursement établie par la famille.
- Il est précisé que l'utilisation de l'avion n'est admise que jusqu'à un aérodrome situé en-deça du lieu d'inhumation. En outre, les familles qui ne désireraient effectuer qu'un aller ou un retour par la voie aérienne, devront, avant leur départ, demander une réquisition de passage par mer ainsi qu'un permis de circulation gratuite pour le trajet à accomplir par bateau et par chemin de fer.
- En ce qui concerne la détermination des ayants-droit et la fréquence des voyages, les dispositions des circulaires n° 1019 du 8 mars 1947 et circulaire n° 1056 du 02 mars 1949 régissant la délivrance des réquisitions de passage maritime demeurent applicables aux pèlerinages par la voie aérienne.

Les dispositions de la présente circulaire entreront en vigueur dès réception.

Le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

JACQUINOT